

VOEU DU GROUPE COMMUNISTE REPUBLICAIN ET CITOYEN RELATIF A LA MISSION SANTE-ENVIRONNEMENT DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE (ARS)

Mesdames, Messieurs,

Alors que les scandales de santé publique se succèdent depuis quelques années, les choix sur les missions exercées par les Services Santé – Environnement, dépendant des Agences Régionales de Santé, nous inquiètent. La protection équitable de nos concitoyens en matière sanitaire et sociale est en passe de ne plus être assurée aujourd'hui. Le problème n'est pas l'excès de la réglementation et des contrôles, mais plutôt leur insuffisance.

En effet, les missions de ces services Santé - Environnement sont nombreuses et diverses, elles intéressent l'ensemble des populations mais surtout les plus fragiles socialement. Il s'agit en particulier des contrôles de l'habitat et de la lutte contre l'habitat indigne, mais aussi des risques bactériens (légionelles, salmonelles...) de la qualité de l'air intérieur, du dépistage du saturnisme infantile, du repérage de l'amiante, de la surveillance épidémiologique dans les cas d'intoxication au monoxyde de carbone....

L'Agence Régionale de Santé Midi-Pyrénées a choisi d'intégrer la délégation de la Haute Garonne au siège régional, engendrant ainsi une forte diminution des personnels et une perte du service public de proximité.

Ce choix a pour conséquence des risques d'externalisation des missions et des risques de transferts de compétences. Il entraîne une aggravation du non respect de la législation.

Dans notre région, on peut dire sans exagération que la santé environnementale est en cours de démantèlement, d'autant que la politique de l'Agence est plus axée sur des moyens d'alerte (cellule de veille sanitaire) et de moins en moins sur le contrôle, signifiant l'abandon de la politique de prévention.

Nous alertons sur ces questions, même si la Ville de Toulouse est relativement épargnée par ce démantèlement, puisque comme toutes les grandes villes, c'est le Service Communal d'Hygiène et Santé qui assure ces missions de contrôle par délégation.

Elus de Toulouse, nous sommes soucieux de l'équité du traitement sur l'ensemble du territoire départemental et régional et de la protection de nos concitoyens en matière sanitaire et sociale.

C'est pourquoi, réunis en séance du Conseil Municipal ce vendredi 25 mai 2012, nous demandons au Gouvernement, au travers des ARS, de ne pas supprimer de postes dans le secteur de la Santé – Environnementale, mais au contraire de renforcer les moyens alloués à ces politiques de prévention en santé publique.